



## Phytos et santé

### « Aller vers le risque zéro » (Sénateurs)

Publié le mardi 23 octobre 2012 - 18h24

Le mardi 23 octobre 2012, la mission commune d'information du Sénat sur les pesticides et leur impact sur la santé, présidée par la sénatrice Sophie Primas (UMP-Yvelines) et dont le rapporteur est Nicole Bonnefoy (SOC-Charente), a présenté à la presse son [rapport](#) et ses recommandations.

Après avoir travaillé durant sept mois, procédé à 95 auditions et entendu 205 personnes, au Sénat comme en province, la mission a adopté le rapport et sa centaine de recommandations à l'unanimité.

Cinq constats sont notamment effectués par la mission :

- les dangers et les risques des pesticides pour la santé sont sous-évalués ;
- les protections contre les pesticides ne sont pas à la hauteur des dangers et des risques ;
- les pratiques industrielles, agricoles et commerciales actuelles n'intègrent pas toujours suffisamment la préoccupation de l'innocuité pour la santé du recours aux pesticides ;
- le plan Ecophyto 2018 doit être renforcé ;
- améliorer la procédure d'autorisation de mise sur le marché des pesticides et assurer un suivi de ces autorisations à travers les effets constatés sur la santé.

Une centaine de propositions feront l'objet d'un débat en séance plénière en janvier 2013.

Après avoir pris connaissance sur le site du Sénat des propositions faites par la mission, l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP) « tient à souligner que la plupart de ces propositions sont déjà intégrées dans les démarches de progrès initiées et mise en œuvre par l'UIPP et ses adhérents (formations, Adivalor, prévention du risque, mise au point d'EPI adaptés...) ou répondent aux objectifs qualitatifs des actions du plan Ecophyto 2018. » Néanmoins, l'UIPP se dit prête à contribuer aux nouvelles propositions.

Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France qui rassemble des producteurs de l'agriculture biologique et raisonnée, est consterné et dénonce une mission d'information sous l'influence des ONG écologistes.

Du côté des associations environnementalistes, Générations futures se félicite des intentions de ce [rapport](#).